

Rapport de l'Observatoire des sous-munitions 2015

**Des armes à sous-munitions utilisées dans cinq pays en 2014 :
un record depuis l'entrée en vigueur de l'interdiction de ces armes**

Lyon, le 7 septembre 2015. Rendu public le 3 septembre à Genève, le rapport 2015 de l'Observatoire des sous-munitions pointe les récentes utilisations d'armes à sous-munitions : depuis le 1^{er} juillet 2014, ces armes ont été utilisées dans cinq pays. Cette intensité est inédite depuis l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction en 2010. La conférence d'examen de Dubrovnik qui réunira du 7 au 11 septembre les Etats signataires du Traité doit être l'occasion pour la communauté internationale de se remobiliser pour empêcher tout nouvel emploi d'armes à sous-munitions. Handicap International appelle les Etats à condamner systématiquement l'usage de ces armes barbares afin que le Traité continue à protéger les civils dans le futur.

Une utilisation record

Selon le rapport 2015 de l'Observatoire des sous-munitions, bilan de l'application du Traité d'Oslo qui interdit l'emploi, la production, le transfert et le stockage des armes à sous-munitions dans le monde¹, des armes à sous-munitions ont été utilisées dans cinq pays entre juillet 2014 et juillet 2015 : en Libye, en Syrie, au Soudan, en Ukraine et au Yémen - tous Etats non signataires du Traité. Jamais autant d'Etats n'ont été impliqués dans l'utilisation des armes à sous-munitions depuis l'entrée en vigueur du Traité les interdisant. Selon l'Observatoire des sous-munitions, deux pays étaient concernés par l'utilisation d'armes à sous-munitions en 2011, deux en 2012 et trois en 2013. Avec 1 968 victimes de sous-munitions enregistrées entre 2012 et 2014, la Syrie est le pays qui compte le plus de nouvelles victimes de ces armes depuis l'entrée en vigueur du Traité – un bilan particulièrement effroyable.

Condamner systématiquement les utilisations

« La frilosité de certains Etats parties à condamner systématiquement les nouvelles utilisations de bombes à sous-munitions risque d'affaiblir la portée du Traité et de laisser penser que les Etats non parties peuvent utiliser ces armes en toute impunité. C'est inacceptable », s'inquiète Marion Libertucci, responsable du plaidoyer. Si plus de 140 pays ont condamné l'utilisation de sous-munitions en Syrie, celles au Yémen, en Ukraine, au Soudan et en Libye n'ont pas été l'objet de condamnation unanime et ferme de la communauté internationale. « C'est seulement en condamnant systématiquement leur utilisation, donc en stigmatisant les responsables, et en appelant tous les Etats à rejoindre le Traité, que la communauté internationale pourra faire reculer l'utilisation et à terme éradiquer les armes à sous-munitions, souligne Marion Libertucci. Nous rappelons également que si les progrès des Etats parties sur l'assistance aux victimes sont notables, les Etats affectés rencontrent encore des difficultés à financer les services nécessaires aux victimes, qui trop souvent vivent encore dans des conditions extrêmement difficiles. »

¹ Le rapport annuel 2015 de l'Observatoire des sous-munitions, dont Handicap International assure la coordination avec trois autres ONG, est le sixième de ce genre. Il couvre les développements mondiaux enregistrés en matière de politique d'interdiction, d'utilisation, de production, de commerce et de stockage des sous-munitions. Il fournit des informations sur la contamination par ces armes, la dépollution et l'assistance aux victimes. Le rapport examine les activités du second semestre 2014 et du premier semestre 2015 et donne un éclairage sur les avancées du Traité depuis son entrée en vigueur en 2010.

Des progrès indéniables dans l'application du Traité

L'utilisation de sous-munitions depuis juillet 2014 ternit le bilan positif de l'application du Traité d'Oslo, qui compte désormais 117 pays signataires².

- Depuis la signature du Traité en 2008, 27 Etats parties ont détruit plus de 1,3 million d'armes à sous-munitions et plus de 160 millions de sous-munitions, représentant respectivement 88 % et 90% des stocks des Etats parties. Une douzaine d'Etats ont déjà fini la destruction totale de leurs stocks, en avance sur les délais légaux.
- Concernant la dépollution, entre 2010 et 2014, ce sont plus de 255 km² de terres qui ont été nettoyées des restes d'armes à sous-munitions dans le monde et 295 000 sous-munitions détruites. Huit Etats parties ont déjà achevé la dépollution de leurs zones contaminées.
- Selon *l'Observatoire des sous-munitions*, les civils représentent en effet 92 % des victimes recensées entre 2010 et 2014, la moitié d'entre elles étant des enfants.

A propos de Handicap International

Handicap International est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis 30 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Depuis sa création en 1982, Handicap International a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, Etats-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) œuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la cogestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation. Handicap International est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Handicap International agit et témoigne partout où « vivre debout » ne va pas de soi.

**Plus d'informations sur : www.handicap-international.fr
Contact presse : Sophie Gaguin – sgaguin@handicap-international.fr / 06 60 97 09 38**

² Dont 10 nouveaux Etats parties comprenant l'Afrique du Sud, le Belize, le Canada, la Guinée, le Guyana, le Paraguay, l'Etat de Palestine, la République du Congo, le Rwanda et la Slovaquie.